



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services - EL Division/Services

professionnels en informatique - division EL

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet RFP-Tier 2 TBIPS Team	
Solicitation No. - N° de l'invitation 24062-180010/A	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client 24062-180010	Date 2018-04-13
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-638-32429	
File No. - N° de dossier 638el.24062-180010	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-04-24	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B.	
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Mao, Lan	Buyer Id - Id de l'acheteur 638el
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9980 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
24062-180010/A

Amd. No. - N° de la modif.
007

Buyer ID - Id de l'acheteur
638el

Client Ref. No. - N° de réf. du client
24062-180010

File No. - N° du dossier
638el24062-180010

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

La modification 007 apportée à la demande de propositions (DP) vise à répondre aux questions de soumissionnaires.

Question 23 :

C3 pour le directeur de projet – Niveau 3, chef de projet principal, dans la pièce jointe 4.1, Section 3.2.2, indique que la ressource doit posséder des certifications actuelles et valides de Gestionnaire de solutions SAP ou de gestion de projet SAP émises par SAP pour obtenir la totalité des points de l'évaluation. Les directeurs de projet SAP d'expérience (c.-à-d. > 10 ans) sont habituellement titulaires d'une certification en gestion de projet (p. ex. PMP) avec une expérience importante dans la direction et la gestion de programmes SAP.

Est-ce que l'État accepterait une certification PMP valide et > 10 ans d'expérience en gestion de projet SAP à titre d'équivalent de l'exigence énoncée dans C3, pour obtenir la totalité des points?

Réponse 23 :

Non, une certification en gestion de projet (PMP) n'est pas acceptée à titre d'équivalent d'une certification de gestion de projet SAP.

Question 24 :

À la lumière de la mise en œuvre obligatoire prochaine du règlement n° 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD), qui vise à assurer un niveau uniforme de protection des droits et libertés des personnes en ce qui a trait au traitement de leurs données et qui établit un ensemble de règles pour la protection des données dans tout l'espace économique européen (EEE), nous vous demandons de confirmer que, aux termes du contrat subséquent à la présente DP, l'Entrepreneur ne traitera pas de données personnelles assujetties au RGPD, autres que les coordonnées des contacts d'affaires.

Réponse 24 :

Les travaux à effectuer aux termes des contrats subséquents seront réalisés au Canada et, par conséquent, assujettis aux lois et règlements canadiens. Ils ne nécessitent aucune consultation ou aucun stockage de renseignements personnels.

Question 25 :

Canada : veuillez nous fournir une indication des fonds qui seront affectés par volet de travail. Ou à tout le moins, le pourcentage de fonds qui sera attribué à chaque volet de travail.

Réponse 25 :

Le financement sera réparti également entre les quatre volets de travail.

Question 26 :

En ce qui concerne les critères obligatoires ou cotés pour chaque volet de travail, le Canada n'a pas indiqué souhaiter recevoir des références de clients pour valider les compétences de chaque candidat. Est-ce que le Canada pourrait indiquer aux fournisseurs de quelle manière il entend procéder pour évaluer l'expérience ou pour en vérifier l'exactitude?

Réponse 26 :

Conformément à la section **3.2 Section I : Soumission technique** de l'invitation, v) Coordonnées de clients cités en référence, « Lorsque le Canada évalue les soumissions, il peut, sans toutefois y être obligé, demander qu'un soumissionnaire fournisse des références de clients. Si le Canada envoie une demande écrite à cet égard, le soumissionnaire aura deux jours ouvrables pour fournir les renseignements requis au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable. Ces références de clients doivent toutes confirmer, lorsque TPSGC le demande, les faits énoncés dans la soumission du soumissionnaire, comme il est requis à la pièce jointe 4.1 ».

Solicitation No. - N° de l'invitation
24062-180010/A

Amd. No. - N° de la modif.
007

Buyer ID - Id de l'acheteur
638el

Client Ref. No. - N° de réf. du client
24062-180010

File No. - N° du dossier
638el24062-180010

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Veillez aussi vous reporter à la section **4.2 (d) Vérification des références** pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la vérification des références.

Question 27 :

Bon nombre de catégories dans les volets de travail exigent des qualifications qui sont beaucoup plus répandues à l'extérieur du secteur public, et à ce titre, les candidats qualifiés ne possèdent pas les autorisations de sécurité du gouvernement fédéral. Essentiellement, dans le but de tenir un processus de passation de marchés équitable, est-ce que le Canada accepterait une cote de fiabilité approfondie à titre d'autorisation de sécurité au moment de l'attribution du marché afin de permettre aux candidats qualifiés d'obtenir le niveau d'autorisation de sécurité approprié?

Réponse 27 :

Les ressources proposées doivent posséder au moins une COTE DE FIABILITÉ à titre d'autorisation de sécurité minimale au moment de la soumission.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.